

## Troisième congrès du Prds

# La mue réussira-t-elle?

C'est dans un contexte marqué par son éviction du pouvoir et des rumeurs de plus en plus persistantes sur son éclatement que le Parti Républicain Démocratique et Social (PRDS, le parti créé par et pour Ould Taya) a tenu le 21 octobre son troisième congrès. Comme au bon vieux temps, le Palais des Congrès affichait complet à l'intérieur et à l'extérieur. Tout a été entrepris pour que la mutation s'opère en douceur et avec la marque déposée du parti. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Initialement prévu pour trois jours, le congrès en durera quatre, la commission de désignation n'ayant pas pu s'entendre, dans les délais impartis, sur le nombre ni sur la composition du conseil national. La mue de l'ancien parti Etat en parti tout court ne passera pas sans douleur. Et après avoir perdu sa tête le 3 août dernier, le PRDS vient de perdre sa queue et devient le PRDR, le R pour renouveau.

Lorsqu'il a été évincé du pouvoir le 03 août après une révolution de Palais, Maaouya Oud Taya avait au moins une consolation: le parti qu'il a mis sur pied en 1991 n'avait pas été dissous par les nouveaux maîtres de Nouakchott. Il pourrait donc continuer à faire vivre son souvenir et à préparer, pourquoi pas, son retour au pouvoir par les urnes. Or la consolation s'est transformée en désolation. Dès le lendemain du putsch, le Secrétaire général du PRDS, après avoir timidement condamné le coup d'État, se fend d'un communiqué de soutien aux objectifs du CMJD.

C'est la première fois qu'on voit un parti soutenir aussi vite ceux qui l'ont renvoyé du pouvoir et ont contraint à l'exil celui qu'il a porté sur les fonts baptismaux. Mais la politique a ses raisons... Depuis lors, le PRDS est traversé par plusieurs courants: doutes sur l'avenir, mécontentement, expectative... Les responsables du parti, confrontés à une situation nouvelle, essaient de maintenir au moins une cohésion de façade. Ils décident de rester unis en attendant le congrès. Et comme le congrès était encore loin, ils provoquent des journées de réflexion pour faire participer tout le monde au débat. Des journées qui ont été instructives sur au moins deux points: personne ne veut plus de Ould Taya, du moins officiellement, et le parti doit changer de fond en comble.

### Elargissement

A l'issue de ses journées de réflexion, le parti décide de maintenir son congrès pour le 21 octobre et de tenir compte des remarques et suggestions des militants, notamment en ce qui concerne le changement de la dénomination du parti et l'augmentation de l'effectif de son Conseil national qui passera de 79 à 280 membres. Ils feront l'objet d'après négociations entre la direction du parti et les différentes fédérations qui réclament toujours plus et qui finiront par avoir chacune un quota. Les responsables veulent ainsi éviter les frictions et arriver au congrès avec une liste du conseil national déjà connue. Tout semblait donc organisé de façon à ce que le congrès se déroule sans encombre. Juste après la cérémonie d'ouverture, marquée par un

Suite en page 3

# La mue réussira-t-elle?

Suite de la Une

discours révolutionnaire par les thèmes abordés qui étaient jusqu'alors l'apanage de l'opposition, prononcé par le Secrétaire général, les participants se divisent en trois commissions: Déclaration politique, statuts et textes et résolutions.

La première commission présente un rapport particulièrement critique sur les "erreurs, insuffisances et lacunes de la période passée". Elle écrit notamment que "né dans le giron du pouvoir, le PRDS a très tôt consacré une confusion entre la présidence de la République et celle du parti", et que "le rôle du parti se limitait au soutien et à la propagation des décisions gouvernementales". La commission fait l'inventaire des défis auxquels le parti est confronté et propose l'adoption de positions relatives à certaines questions, comme l'esclavage, les droits de l'homme, les déportés, la justice, l'enseignement, la gestion des biens publics etc.

La commission chargée des statuts et textes propose que le conseil national soit élargi à 280 membres plus les secrétaires fédéraux et la création d'un bureau politique composé de 67 membres. Mais la proposition la plus inattendue était celle du changement de dénomination du parti. Le PRDS devient ainsi le PRDR (Parti républicain pour la démocratie et le

Renouveau). La "démaaouyisation" est en marche.

## Un parti éclaté?

Le plus grand problème qui a menacé jusqu'à l'existence du parti pendant deux jours a été le choix des membres du Conseil National. En vertu d'on ne sait quel texte, 62 membres devraient revenir au secrétaire général qui, une fois candidat, aura ainsi une confortable avance sur ses rivaux.

Sentant le danger, les membres du Conseil exécutif et les fédéraux font de la résistance. Ils exigent que les 62 soient répartis entre eux. Après de longues et difficiles tractations, Ould Mogueya cède et donne un quota à chaque fédération. Un premier écueil a été dépassé. D'autres surgiront dans la soirée du dimanche 23 octobre au cours de laquelle le congrès devait être clôturé. Le Comité de désignation des membres du Conseil National, présidé par Boydiel Ould Houmeid, devait se réunir dans la soirée et présenter au congrès la liste des 280. Réuni pendant plus de six heures, le Comité présente en plénière une nouvelle proposition de 367 membres, aussitôt rejetée par les congressistes. Le comité demande alors un délai supplémentaire de 24 heures pour faire le toilettage de la liste et s'en tenir aux 280 membres statutaires.

Rendez-vous est pris pour le lundi 24 à l'ancienne maison des jeunes, les trois jours de location du Palais des Congrès ayant expiré. L'attente ne sera pas longue cette fois. Les 280 membres seront désignés par acclamations non sans quelques frictions. Des cadres, des élus et des responsables du parti exprimeront haut et fort leur mécontentement. Plusieurs d'entre eux ont décidé de se retirer, de proclamer un conseil national parallèle et pourquoi pas d'aller en justice.

Dans l'ensemble, la liste est dominée par les conservateurs qui ont tout verrouillé pour préparer l'élection de l'un des leurs, le secrétaire général sortant, Boullah Ould Mogueya ou, question de changer de figure, Hammadi Ould Meïmou, pour barrer la route aux réformateurs. Ces derniers, qui s'estiment de plus en plus marginalisés, ont décidé de rester au parti jusqu'au jour où ils n'auront plus voix au chapitre. Là, ils seront dans l'obligation de plier bagages, pour reprendre l'expression de l'un d'entre eux.

Prévue pour vendredi, la réunion du conseil national qui doit élire les instances du parti servira de test à l'issue duquel il maintiendra sa cohésion ou volera en éclats.